

**ARRÊTE DE VOIRIE PORTANT
AUTORISATION DE STATIONNEMENT POUR TRAVAUX**

LE MAIRE,

VU la demande en date du 31 août 2022 par laquelle l'Entreprise **ENEDIS Pays de la Loire**,
demeurant **ZA Saint-Pierre 72 170 BEAUMONT-SUR-SARTHE**

sollicite l'autorisation de stationnement : **pour la pose d'un groupe électrogène sur le trottoir**
au droit de la propriété sise **50 rue de Bonnétable**, cadastrée section AC n°293 sur la **RD N°19** ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU l'état des lieux;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Autorisation.

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :
autorisation de stationnement : **pour la pose d'un groupe électrogène sur le trottoir**, à
charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

ARTICLE 2 - Prescriptions techniques particulières.

L'installation sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers en toute sécurité.

**La libre circulation des piétons devra être assurée en toute sécurité, de l'autre côté de la
chaussée**

Aucun dépôt de matériaux n'est autorisé sur la chaussée.

Dès l'achèvement des travaux, le domaine public devra être remis dans son état initial.
Les travaux de remise en état seront à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 3 - Sécurité et signalisation de chantier.

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément à l'instruction interministérielle sur la
signalisation routière figurant sous le titre " Huitième partie : signalisation temporaire ".

**Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier de jour
comme de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou
insuffisance de cette signalisation.**

ARTICLE 4 - Implantation et ouverture de chantier.

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant avant le début du
stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation.

Cette dernière est autorisée à compter du 3 octobre 2022.

ARTICLE 5 – Responsabilité.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Formalités d'urbanisme.

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme.

ARTICLE 7 - Validité et renouvellement de l'arrêté.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de trois jours à compter du 3 octobre 2022

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Marolles-les-Braults.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44 000 NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou publication.

ARTICLE 10

- ENEDIS Pays de la Loire – Zone Artisanale Saint-Pierre 72 170 BEAUMONT-SUR-SARTHE,
- Monsieur le Maire de la Commune de Marolles-les-Braults,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Marolles-les-Braults,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marolles-les-Braults, le 6 septembre 2022

L'Adjointe au Maire,
Anne-Marie GARNIER



DIFFUSIONS

ENEDIS, pour attribution,
La commune de Marolles-les-Braults, pour attribution,
La brigade de gendarmerie de Marolles-les-Braults, pour attribution.

